



CAPD du lundi 19 mars 2012

Déclaration du SNUIPP-FSU 58

Cette CAPD se tient après deux opérations, la carte scolaire et les résultats des permutations interdépartementales, qui illustrent la déconsidération de l'école et de ses enseignants.

Avec l'annonce des suppressions de postes dans la Nièvre, les conditions d'exercice du métier vont à nouveau se dégrader. Ces nouvelles coupes claires sont inacceptables et dévastatrices pour l'Ecole d'autant qu'elles s'additionnent aux précédentes suppressions subies depuis plusieurs années. Nous demandons le retrait des suppressions de postes pour la rentrée 2012. L'obsession du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux aura fait des ravages. Voilà bien une politique à courte vue car le coût social de l'échec scolaire restera toujours trop élevé.

Les résultats des mutations interdépartementales 2012 sont maintenant connus. Cette opération administrative, qui engage l'avenir professionnel et personnel de nombreux collègues, aura un goût amer pour la très grande majorité d'entre eux. Pour la Nièvre, avec à peine plus de 15 % de satisfaction, le verdict 2012 affiche un taux historiquement faible qui aggrave encore la chute constatée l'an passé. Bon nombre d'enseignants, essentiellement des femmes, ne pourront concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle et seront parfois contraints à se mettre en disponibilité, entraînant perte de salaire et ralentissement de leur carrière.

Même un enseignant en situation de handicap n'a pas eu satisfaction alors que sa demande devrait être traitée prioritairement. Les mutations au titre du rapprochement de conjoints, également priorité légale, sont pour la première

fois en dessous du seuil des 50 % de satisfaction (45,97 % en France, 31 % dans la Nièvre), continuant la chute amorcée en 2011.

Le SNUipp s'est adressé au Ministre de l'Education Nationale pour demander des améliorations dans le traitement des situations des enseignants souhaitant changer de département comme il s'y était engagé en promettant dès 2006 que la majorité des demandes seraient satisfaites.

D'ores et déjà, Monsieur le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale, nous vous demandons que toutes les situations d'INEAT et D'EXEAT soient regardées avec attention pour notre département.

Sur le terrain, les enseignants qui s'engagent pour aider tous les élèves à réussir sont exaspérés. Notre école primaire a besoin de confiance. Celle-ci a été trop souvent dénigrée comme si elle portait à elle seule les causes des difficultés actuelles.

Les enseignants ont besoin d'être fiers de leur métier. On leur avait même fait des promesses : moins nombreux mais mieux payés, mieux formés, et mieux reconnus. Seule, celle des suppressions a été lourdement tenue. Pour le reste, c'est la douche froide. Les revalorisations des premiers échelons laissent sur le bord de la route les trois quarts des enseignants qui subissent même une baisse de leur salaire net. De l'avis de tous, la formation initiale a été sacrifiée. Sa remise à plat est une urgence. Les formations continues et spécialisées ont été réduites à la portion congrue. A cela s'ajoute une pression nouvelle sur les enseignants dont on surveille le comptage de leurs heures et dont le métier se résumerait dorénavant à appliquer des techniques ou autres protocoles sous le contrôle d'indicateurs douteux.

Confiance et fierté, indispensables pour faire avancer l'école ne se trouvent pas dans ces orientations. Il est grand temps de changer de cap et de transformer concrètement l'école. Nous avons besoin de retrouver de la sérénité, mais aussi une politique d'investissement. Il faut aussi prendre appui sur l'expertise des enseignants en leur donnant les moyens et le temps de faire du travail de qualité. C'est une urgence pour tous les élèves de ce pays.